

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur le projet de déploiement d'un système de comptage évolué par GrDF

Contribution Association négaWatt

Question 1 :

Pensez-vous que les fonctionnalités de base proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

Question 2 :

Pensez-vous que les fonctionnalités complémentaires proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

Oui : en fonction des éléments mis à notre disposition, les fonctionnalités de base et complémentaires proposées par GrDF nous semblent de nature à améliorer la pertinence et la finesse des informations sur la consommation, à pouvoir les transmettre effectivement aux consommateurs et autres parties prenantes du marché du gaz et à promouvoir des actions et des services d'économie d'énergie.

Question 4 :

A niveau de qualité équivalent, seriez-vous disposés à accepter une mise à disposition des données plus tardive permettant ainsi de limiter le nombre de concentrateurs posés ?

Non : dans la mesure où certains services de maîtrise de la demande nécessitent des informations à une fréquence élevée et un délai de transmission court (alerte sur dépassement de consommation, alerte dysfonctionnement régulation de chauffage – réduit de week-end par exemple...), une solution qui empêcherait un délai de transmission inférieur à 1 ou 2 jours ne nous paraît pas du tout adaptée.

Question 5 :

Selon vous le déploiement systématique d'un afficheur déporté est-il opportun ?

Non, pour les raisons suivantes :

La mise à disposition et la transmission des informations pertinentes est un enjeu majeur des compteurs communicants pour que le consommateur puisse prendre conscience de ses consommations, et mettre en place les actions d'économies d'énergie en conséquence.

En ce qui concerne le gaz, et vus les usages concernés (chauffage, ECS, cuisson), la mise à disposition d'une information temps réel via un afficheur déporté ne nous paraît pas répondre à une nécessité chez l'ensemble des consommateurs. Un déploiement généralisé de boîtier d'affichage et de module radio pour les relier aux compteurs si ceux-ci sont extérieurs aux logements nous paraît au contraire problématique à plus d'un titre :

- Energie grise des modules et afficheurs,
- Consommation d'énergie des afficheurs en particulier en veille pour une utilisation limitée,
- Peu de pérennité de la solution tant sur l'usage effectif que sur la technologie employée,
- Peu de pertinence d'un affichage dédié gaz par rapport à un affichage gaz - électricité - eau,
- Pollution électromagnétique supplémentaire dans les lieux de vie...

Nous sommes en revanche favorables à ce que la solution déployée laisse la possibilité d'installer ce type d'afficheur lorsque c'est pertinent, et au-delà, de pouvoir transmettre des informations via l'ensemble des canaux de communication se généralisant dans les foyers : Internet (portail dédié, réseau sociaux type Twitter), smartphone ... dans le respect total de la vie privée et la sécurisation des données personnelles.

Question 6 :

Êtes-vous favorable à ce que la mise en place systématique d'une vanne de coupure à distance ne soit pas retenue dans le périmètre de la solution ?

La vanne de coupure pourrait permettre d'éviter des déplacements d'agents de GrDF, et donc de limiter notamment les consommations de carburant liées aux déplacements pour les interventions chez les consommateurs.

Cependant, au regard de la solution envisagée :

- L'opération à distance d'une coupure de gaz sans prise de connaissance de la situation sur le terrain du consommateur
 1. n'est pas compatible avec la nécessité de prendre en compte les situations individuelles, en particulier en matière de précarité énergétique,
 2. porte un risque de report des ménages vers des énergies d'appoint plus polluantes (installation de poêles fioul, convecteurs électriques d'appoint...).
- Seule la coupure serait opérée à distance, et pas la réouverture, donc la diminution ne pourrait concerner que la moitié des interventions,
- Le risque accru en matière de sécurité (fuite possible à travers la vanne) pose aussi le problème du risque accru d'émission de méthane dans l'atmosphère, gaz à effet de serre particulièrement puissant,

Nous sommes donc tout à fait opposés à la mise en place systématique d'une vanne de coupure à distance.

Question 8 :

Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

L'amélioration de l'exploitation du réseau, en particulier la diminution des pertes citée par GrDF, est une opportunité intéressante pour réduire l'impact du réseau gaz sur l'environnement.

Par ailleurs, la fréquence des données permettrait une mise en place de tarification ou taxation progressive de l'énergie beaucoup plus simplement qu'avec 2 relèves par an. Les compteurs communicants offriraient alors la possibilité de mettre en place une tarification ou une fiscalité orientée vers la maîtrise de l'énergie et la protection de l'environnement.

Question 9 :

Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué proposé par GrDF ?

Question 10 :

Selon vous, l'envoi plus fréquent qu'actuellement de données de consommation réelle est-il nécessaire pour réaliser des gains de MDE ? Si oui, pouvez-vous en préciser les modalités (fréquence, support, coût, acteur responsable, etc.) ?

Question 11 :

Êtes-vous favorable à la mise à disposition gratuite par GrDF des données de consommation réelle sur un site internet dédié et sur des supports adaptés aux personnes ne disposant pas d'un accès internet ?

Si une majorité des actions de MDE en gaz sont peu liées au comptage, en particulier le remplacement des appareils en fin de vie par des modèles plus récents et plus performants, l'accès à une information plus riche permettrait une démultiplication des actions. En particulier, nous sommes persuadés qu'une information

plus riche est indispensable pour augmenter drastiquement la sobriété énergétique en évitant des gaspillages absurdes d'énergie par méconnaissance des niveaux et du coût des consommations d'énergie.

En ce sens, l'estimation d'un gain de MDE de 0,2% ne nous paraît pas proportionnée au gain massif pouvant être réalisé suite à la prise de conscience par les consommateurs de leur niveau de consommation, mais aussi par la révélation du lien entre leur comportement et leur consommation grâce à une mise à disposition plus fréquente (quotidienne au moins) des données.

Les perspectives offertes en matière de sensibilisation des ménages, d'accompagnement par des acteurs tels que les bailleurs sociaux, les collectivités et les associations locales de promotion des économies d'énergies vont au-delà de quelques pourcents d'économie d'énergie. Sachant qu'un degré de moins de chauffage en moyenne permet une économie de 6 à 9 % dans le parc existant (et davantage dans le parc neuf bien isolé), connaissant la faiblesse des pratiques actuelles de régulation des températures de chauffage (pas de réduit de nuit ou d'inoccupation, ouverture des fenêtres car dépassement régulier de la température de confort...), et conscients de l'existence de comportements dispendieux faute de conscience du coût économique et environnemental de ceux-ci, un gain de MDE de 2 à 5 % nous paraît le minimum offert par les nouvelles possibilités offertes par les compteurs communicants en gaz.

En matière d'accès et de transmission de l'information, nous sommes favorables :

- à la mise à disposition minima aux données journalières (m3, kWh PCS) pour l'ensemble des consommateurs « gratuitement », c'est-à-dire pris en charge par les tarifs d'accès au réseau ou par les pouvoirs publics.
- à la transmission au moins une fois par mois des informations détaillées (consommations, histogrammes, profils de comparaisons en m3, kWh PCS et €, complétés par des informations utiles à l'appréciation des évolutions comme les températures extérieures de la zone du consommateur...).

Nous ne préjugeons pas de l'évolution de l'organisation du marché de l'énergie, mais en l'état actuel il nous paraît :

- que la mise à disposition doit se faire par un opérateur neutre et indépendant de la fourniture et des services. Cet opérateur peut-être GrDF comme proposé mais nous souhaitons à terme un opérateur unique pour le gaz, l'électricité et l'eau, **véritable service public universel de l'information en matière de consommation énergétique et environnementale**, seul à même de garantir une totale neutralité vis-à-vis des quantités consommées et du mode de gestion des réseaux (régie, concession en concurrence ou en monopole...),
- que la transmission mensuelle des informations revient aux fournisseurs d'énergie qui prendront à leur charge dans les frais commerciaux la transmission de l'information sur des supports adaptés (voie électronique de préférence pour éviter l'impact environnemental du courrier).

Nous sommes donc favorables à la proposition d'un site Internet GrDF, dans la mesure où ce service pourrait constituer le module « gaz » d'un service public universel de l'information en matière de consommations énergétiques et environnementales, et dans la mesure où celui-ci ne libère pas les fournisseurs d'une obligation de transmission des données détaillées à une fréquence mensuelle.

Question 16 :

Etes-vous favorable au lancement de la phase de construction de la solution du projet de comptage évolué de GrDF dans les conditions de régulation envisagées ?

Question 17 :

Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

Nous sommes favorables au lancement de la phase de construction.

Nous souhaitons qu'au-delà du projet de comptage en gaz, la CRE organise une consultation sur la mise en place d'un service public universel de l'information en matière de consommations énergétiques et environnementales.



A propos de l'association négaWatt

L'association négaWatt a pour objet d'agir pour une meilleure préservation et un partage plus équitable des ressources naturelles, notamment au niveau de la demande d'énergie. Pour cela l'association a pour objectif de promouvoir et de développer le concept et la pratique des « négawatts », c'est à dire : la réduction des consommations d'énergie ; le développement de l'efficacité énergétique, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

L'association négaWatt se veut être un groupe d'études, de propositions et d'actions pour une politique énergétique fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique et un recours plus affirmé aux énergies renouvelables.

Elle est animée par la « Compagnie des négaWatts », un collège d'une vingtaine d'experts et praticiens, impliqués à titre professionnel dans la maîtrise de la demande d'énergie ou le développement des énergies renouvelables. Tous s'expriment et s'engagent à travers l'association négaWatt à titre personnel et indépendant.

Autour de cette compagnie, ce sont près de 500 membres adhérents (particuliers comme professionnels) qui soutiennent notre démarche et nos actions. Ils constituent également le socle du financement de l'association.

Association négaWatt

contact@negawatt.org

06 64 52 63 42

BP 16280 Alixan

26958 VALENCE Cedex 9 (France)

www.negawatt.org

Pour l'association négaWatt,

Thierry SALOMON, président